

Des milliers de salariés non déclarés à la sécurité sociale

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4291 - Jeudi 5 octobre 2017 - Prix : 10 DA

Autorité de régulation de la presse écrite

Djamel Kaouane engage
la concertation avec
les acteurs du secteur

Page 2



D' Sabrina Rahmani pour un débat national sur la question énergétique
«L'exploitation du gaz de schiste nécessite des moyens financiers immenses»

Page 3

Un tweet
en guise
d'ultimatum

Par Mohamed Habili

Dans un tweet pour le moins étrange de la part d'un président à son ministre des Affaires étrangères, Donald Trump conseille, exhorte plutôt Rex Tillerson de cesser de perdre son temps à vouloir à tout prix convaincre les Nord-Coréens de venir à la table des négociations pour négocier le démantèlement de leur armement nucléaire et balistique. Ce qui a étonné à vrai dire, ce n'est pas le contenu lui-même du message, à savoir que Pyongyang en effet ne consentira jamais à se défaire de ses capacités de dissuasion, mais le fait même qu'un supérieur hiérarchique s'adresse publiquement à l'un de ses subordonnés pour lui donner un avis ou un conseil, qui plus est sur un sujet d'une importance capitale, et pas un ordre ou une instruction, comme cela serait tout naturel dans un cadre privé. Cette façon de faire est d'autant plus inattendue qu'aux Etats-Unis il n'y a pas à proprement parler un gouvernement et des membres dont le président serait le chef, mais un pouvoir exécutif tout entier concentré dans la main d'une seule personne, celle justement du président. Il semble que ce soit la première fois que Donald Trump, dont c'est là le moyen ordinaire, sinon quotidien, de communiquer, s'adresse directement à l'un de ses collaborateurs pour l'instruire publiquement de quelque chose, et non pas pour faire connaître à tous son sentiment sur un sujet d'actualité.

Suite en page 3

Bouteflika préside le Conseil des ministres autour de la loi de finances 2018

Notable baisse du budget
de fonctionnement

● Hausse de 8% de l'enveloppe budgétaire des transferts sociaux



Une enveloppe budgétaire de 1.760 milliards de DA sera allouée aux transferts sociaux durant l'exercice 2018, indique le projet de loi de finances 2018 adopté hier par le Conseil des ministres. Lire page 3

Selon une récente étude britannique

L'Algérie se modernise
en transport en commun

Page 4

Galerie Seen Art à Alger

Hasna Khadir expose
ses premières œuvres

Page 13

Phénomène du travail au noir

Des milliers de salariés non déclarés à la sécurité sociale

■ Non déclaration des employés à la sécurité sociale, non-paiement des salaires dans les délais, les droits des travailleurs sont foulés aux pieds dans de nombreuses entreprises privées en Algérie. Plus de 11 000 salariés, recensés par les services de l'Inspection du travail durant l'année écoulée, ne sont pas déclarés.

Par Louiza Ait Ramdane

La situation des travailleurs algériens pour la plupart n'est pas reluisante, à cause des nombreux cas de violation de leurs droits, devenue monnaie courante au sein des entreprises privées. Ces dernières fraudent même la Sécurité sociale en ne déclarant pas des salariés, même si elles ont souvent les moyens de les respecter. Pour l'année écoulée, le nombre de 11 187 travailleurs non déclarés à la sécurité sociale a été recensé par les services de l'Inspection du travail, informe Mourad Yataghène, responsable du contrôle des conditions de travail au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (MTESS). Invité à l'émission de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, M. Yataghène fait savoir que 6 520 d'entre eux ont pu être régularisés. «Les services du contrôle du ministère du Travail ont effectué, durant la même période, plus de 250 000 visites qui ont touché plus de 3 millions de travailleurs», précise M. Yataghène. Cependant, l'invité de la radio assure que ces chiffres sont réels et reflètent l'activité de contrôle dudit organisme. Par ailleurs, le responsable du contrôle des conditions de travail au ministère du Travail précise que la plupart de ces



des travailleurs par l'employeur expose ce dernier à de lourdes sanctions, et ce, conformément au code pénal, prévient-il. «La loi de finances 2017 prévoit des sanctions lourdes, entre 200 000 et 400 000 dinars. En cas de récidive ça peut aller jusqu'à 1 million de dinar par travailleur non affilié», a-t-il ajouté. Sur la question des étrangers qui travaillent en Algérie, l'invité de la Chaîne III rassure que la majorité active de manière régulière. Cependant, durant le premier semestre 2017 «nous avons trouvé 1 710 employés étrangers en infraction avec la loi, notamment des Chinois et des Subsahariens», ajoute-t-il.

Les chefs d'entreprise, notamment dans le secteur privé, font la loi à leur guise et s'en donnent à cœur joie en abusant des droits de leurs travailleurs. Le phénomène peut être attribué à un manque de renseignement et d'information du travailleur, mais aussi au manque de chance de trouver un travail surtout pour les fraîchement diplômés sortis de l'université ou de la formation professionnelle. Certains travailleurs ne veulent pas saisir les inspections du travail de peur de se voir licencier. Ils préfèrent alors la discrétion.

L. A. R.

infractions ont été relevées dans le secteur privé, notamment au niveau des petites et très petites entreprises. «Les grandes sociétés ont les traditions de gestion et assurent généralement leurs travailleurs», explique-t-il. La

même source estime que le gros du travail de contrôle devrait se situer au niveau des entreprises comptant moins de 10 employés. «C'est là que nous concentrons nos contrôles», relève encore M. Yataghène.

Revenant sur les infractions commises par les employeurs, l'invité de la radio fera savoir que les services de l'Inspection du travail ont relevé, durant l'année précédente, 3 464 infractions. Cependant, la non déclaration

Autorité de régulation de la presse écrite

Djamel Kaouane engage la concertation avec les acteurs du secteur

Le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, a entamé mardi une série de consultations avec les acteurs du secteur de la Communication, dans le cadre du lancement du processus d'établissement de l'Autorité de régulation de la presse écrite (ARPE), indique hier dans un communiqué, le ministère de la Communication. Tout en rappelant que l'ARPE a été «décidée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et priorisée dans le Plan d'action du gouvernement», le ministère précise que cette «concertation est dictée par la nécessité d'avoir la perception la plus large possible



de regard que porte la corporation sur ce processus qui l'implique et l'engage».

«Cela, d'autant que la démarche consiste dans une structuration pérenne qui permettra à la presse de se prendre en mains et de réguler sa situation professionnelle et éthique», est-il ajouté.

Dans ce sens, le ministre de la Communication a rencontré, dans l'après-midi de mardi, le secrétaire général du Syndicat national des journalistes (SNJ), Kamel Amari, «dont il a écouté les propositions et reçu des échos favorables concernant un processus que le SNJ appelle de ses vœux», selon les propos

de ce dernier. M. Kaouane a également reçu, dans la matinée d'hier, les membres fondateurs de la future Fédération nationale des journalistes algériens (FNJA), Zahir Mehdaoui et Riadh Boukhedcha, lesquels ont exprimé «enthousiasme et disponibilité à ces perspectives», informe encore le ministère. «Les consultations se poursuivront et associeront des journalistes et des éditeurs des différents horizons de la presse écrite, publique et privée», conclut la même source.

R. N./APS

En un mois à Alger

Plus de 520 millions de DA de marchandises non facturées

Le montant des marchandises non facturées au niveau des marchés et des locaux commerciaux à Alger a dépassé les 520 millions de DA en septembre dernier, a-t-on appris, hier, auprès de la Direction du commerce de la wilaya. Les agents de contrôle et de la répression des fraudes relevant de la direction du commerce de la wilaya d'Alger ont saisi, en septembre dernier, des marchandises non facturées d'une valeur de plus de 524 millions de DA, tandis que la valeur des marchandises saisies au cours de la même période en

2016 dépassait les 2 millions de DA, a indiqué la même direction sur son site officiel. D'après le bilan des activités des agents de la direction concernant le mois écoulé, 42 locaux commerciaux ont fait l'objet d'une proposition de fermeture suite à diverses infractions commises par leurs propriétaires, dont 32 sont liées aux pratiques commerciales (absence du registre du commerce, non facturation des marchandises, sécurité alimentaire et autres contraventions). 11 203 procès-verbaux (PV) ont été établis au cours de la même

période, à l'encontre des commerçants contrevenants. Le plus grand nombre de ces PV concerne le non affichage des prix avec 435 PV. Selon le même site, 122 000 interventions au total ont eu lieu durant le mois écoulé, dont plus de 7 700 sont liées aux pratiques commerciales et 4 832 interventions liées à la répression de la fraude. La direction du Commerce de la wilaya d'Alger a mis en place, pour 2017, un programme de contrôle des commerçants activant à travers la capitale, qui prévoit des opérations de contrôle touchant

17 000 commerçants en moyenne par mois. Ces opérations sont effectuées par des inspecteurs et agents de contrôle relevant de la direction et répartis sur 374 équipes. La wilaya d'Alger compte 78 marchés de détail, 46 marchés de proximité ainsi que 4 zones d'activité à El-Djorf (Bab Ezzouar), El-Hamiz, Gué de Constantine et Jolie Vue. La wilaya compte également plus de 460 commerces, 6 abattoirs, 53 abattoirs de volailles et un marché de gros des fruits et légumes.

K. N.

Bouteflika préside le Conseil des ministres autour de la loi de finances 2018

Notable baisse du budget de fonctionnement

■ Une enveloppe budgétaire de 1.760 milliards de DA sera allouée aux transferts sociaux durant l'exercice 2018, indique le projet de loi de finances 2018 adopté hier par le Conseil des ministres.

Par Nadir S.

Le projet de Loi de finances pour l'année 2018 prévoit un budget de fonctionnement de 4.584 milliards, en baisse de 7 milliards DA par rapport à celui de 2017. Adopté hier mercredi par le Conseil des ministres réuni sous la présidence du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, le projet de loi de Finances 2018 prévoit aussi des recettes de 6.521 milliards de DA et des dépenses de près de 8.628 milliards de DA. Le déficit global du Trésor s'élèvera ainsi à près de 9% du Produit intérieur brut (PIB), contre plus de 14% en 2016, indique le communiqué du Conseil des ministres. Par ailleurs, le projet de loi précise que les Autorisations de programme retenues pour 2018 s'élèveront à 2.270 milliards DA contre 1.397 milliards DA en 2017. Quant aux crédits de paiement inscrits pour 2018, ils s'élèvent à 4.043 milliards de DA contre 2.291 milliards de DA pour l'année en cours.

Hausse de 8% de l'enveloppe budgétaire des transferts sociaux

Une enveloppe budgétaire de 1.760 milliards de DA sera allouée aux transferts sociaux



P.V.D. R.

durant l'exercice 2018, indique le projet de loi de finances 2018 adopté par le Conseil des ministres. Ce montant est en hausse de près de 8% par rapport à l'enveloppe allouée en 2017 pour cette catégorie de dépenses, précise le communiqué rendu public à l'issue de la réunion du Conseil des ministres tenu sous la présidence du pré-

sident de la République, Abdelaziz Bouteflika. Cette enveloppe budgétaire est destinée notamment aux soutiens aux familles, à l'habitat, à la santé, ainsi qu'aux subventions des prix des produits de première nécessité, à savoir les céréales, le lait, le sucre, et les huiles alimentaires, note la même source. A travers ces transferts sociaux,

il s'agit pour le gouvernement de continuer à soutenir la politique sociale de l'Etat notamment par le soutien aux familles, à travers la subvention des produits de base, l'éducation et l'accès à l'eau et l'énergie, la santé, le logement, les retraites et l'accompagnement des faibles revenus, des démunis et des handicapés. **N. S./APS**

D' Sabrina Rahmani pour un débat national sur la question énergétique

«L'exploitation du gaz de schiste nécessite des moyens financiers immenses»

Pour «améliorer les recettes du pays», le Premier ministre remet sur la table l'exploitation du gaz de schiste et encourage l'investissement dans cette ressource énergétique qui, pour lui, «n'est pas une démarche aventureuse». Sachant que cette option déjà proposée par Abdelmalek Sellal, alors Premier ministre, a soulevé un grand débat et contre laquelle une grande mobilisation a fait face. Sur ce sujet, le D' Sabrina Rahmani, membre du Collectif national pour un moratoire sur les gaz de schiste (CNMGS), également membre de l'Observatoire citoyen algérien (OCA), dans cet entretien accordé au Jour d'Algérie, plaide pour «l'ouverture d'un débat national sur la question énergétique et économique en Algérie et la réactivation du Haut Conseil à l'Energie».



Le Jour d'Algérie : Alors que l'on croyait cette option close, l'exploitation du gaz de schiste revient sur la table. Est-ce à dire que depuis, les données défavorables à cette exploitation ont changé ?

D' Sabrina Rahmani : Absolument pas. Que ce soit sur le plan impact sur l'environnement

ner du gaz conventionnel. Outre son aspect anti-environnemental, l'exploitation du gaz de schiste nécessite des moyens financiers immenses.

Comment alors encourager l'investissement dans ce domaine alors que l'on crie au tarissement des caisses de l'Etat ? Les investisseurs privés locaux sont-ils de taille ou faut-il alors céder ce registre aux IDE ?

Je ne suis pas spécialiste de la question, mais il semble que dans le cas de l'Algérie il serait plus prudent de consolider les investissements dans les énergies fossiles conventionnelles et les énergies renouvelables, solaire et autres. Une réflexion de fond doit avoir lieu sur le mix énergétique algérien et sur les économies d'énergies.

Je pense qu'il faut faire confiance aux investisseurs privés locaux à partir du moment où leurs compétences et leur solidité financière sont prouvées, sans oublier le rôle de l'Etat en termes de facilitation. Le partenariat en matière d'IDE est la formule la plus intéressante s'il inclut le transfert de technologie. Malheureusement ce genre de problématique aurait du être traité

dans des conditions économiques plus sereines. La rente nous aurait permis de faire notre transition économique dans des conditions optimales. Ce qui n'est plus le cas.

Pour convaincre, Ouyahia évoque les USA et le Qatar comme exemple. Pensez-vous qu'il y a vraiment lieu de comparer ?

Les USA sont dans une géostratégie qui nous dépasse dont le Qatar n'est qu'un pion qui vient d'être rappelé à l'ordre. Les USA s'adressent aux super puissances comme la Chine, la Russie. Ce sont des dialogues entre titans. Nous, nous ne sommes que les dommages collatéraux. Par contre, il est bon de rappeler qu'aux USA l'exploitation des gaz de schiste a fait d'énormes dégâts sur l'environnement, que le boum économique attendu est vraiment relatif, qu'il s'agit réellement d'une bulle spéculative. Il est bon également de rappeler que des états comme la Pennsylvanie a perdu toutes ses forêts en raison de la contamination des sols, que l'Oklahoma est passé de 3 séismes par an à 30 par jour. Certains Etats comme New York ont interdit l'exploitation des gaz

LA QUESTION DU JOUR

Un tweet en guise d'ultimatum

Suite de la page une

On ne peut pour cette raison plus particulièrement exclure que le message ne soit pas tant à l'adresse du secrétaire d'Etat qu'à celle de l'opinion américaine. Il consiste à dire aux Américains que s'agissant de la crise nord-coréenne, son administration aura tout essayé pour la résoudre pacifiquement, mais que force lui est de constater que ses efforts en ce sens ont échoué. Dans ces conditions, les Américains, dont leur président sait combien ils sont las de la guerre, ne doivent pas être surpris si des actions en vue de dépeupler la Corée du Nord de ses armes non conventionnelles soient menées prochainement. Ce n'est pas à lui qu'ils doivent s'en prendre le cas échéant, mais à l'entêtement de l'homme Rocket, comme il appelle désormais le président nord-coréen, Kim Jong-Un. En témoigne en tout premier lieu le trésor de patience déployé par le secrétaire d'Etat pour l'amener à de meilleurs sentiments. Si par conséquent une guerre éclatait, ce ne serait la faute ni des Américains ni de leur administration, qui au contraire aurait tout entrepris pour l'éviter. Mais il ne fait pas de doute qu'il existe un autre destinataire de ce message : les autorités nord-coréennes elles-mêmes, à qui il importe de faire savoir que la patience des Américains est à bout, qui de toute façon ne consentiraient à discuter que le démantèlement de leur armement non conventionnel. Le problème, c'est que le régime nord-coréen ne serait pas ce qu'il est s'il était accessible à ce genre de message, tout d'avertissement et de menace. De son point de vue, si le président américain en est réduit à lui faire ce genre d'ultimatum, c'est qu'il n'est encore décidé à rien de tout contre lui. C'est pour lui quasiment la preuve qu'il a raison de faire comme si les Américains lui avaient déjà déclaré la guerre. Si les Américains ne sont pas encore sur le pied de guerre, les Nord-Coréens eux par contre le sont déjà, même s'ils attendent pour ouvrir le feu d'être d'abord atta-

de schiste après un moratoire. Engager le pays dans les gaz de schiste ou dans toute autre grande décision ne doit plus se faire de façon unilatérale. Le débat doit être élargi à toutes les parties sans exclusive. Je rappelle que lors de la mobilisation contre les gaz de schiste le Collectif national pour un moratoire sur les gaz de schiste en Algérie (CNMGS) avait demandé, entre autres, l'ouverture d'un débat national sur la question énergétique et économique en Algérie et la réactivation du Haut Conseil à l'Energie.

Propos recueillis par Lynda Naili

*D' Sabrina Rahmani, membre du Collectif national pour un moratoire sur les gaz de schiste (CNMGS), membre de l'Observatoire citoyen algérien (OCA).

Selon une récente étude britannique

L'Algérie se modernise en transport en commun

■ Avec la mise en service du métro d'Alger, ainsi que le tramway d'Oran, de Constantine et celui de Mostaganem en cours de réalisation, on peut dire que les transports en commun connaissent un réel boom ces dernières années en Algérie. C'est ce qu'a révélé une récente étude britannique du cabinet de conseil économique Oxford Business Group (OBG) publiée sur son site web. Selon ces derniers, le pays connaît, en effet à l'heure actuelle, une augmentation considérable de ses capacités en matière de transport en commun.

Par Yacine Djadel

Le lancement de projets de métro et de tramway dans les plus grandes villes du pays, et ce, dans le but de réduire les embouteillages et d'améliorer la circulation des personnes a eu des impacts très positifs sur les transports en commun en Algérie. La preuve, c'est ce que vient d'affirmer le cabinet de conseil économique britannique Oxford Business Group (OBG) suite à une étude faite sur le sujet. «L'Algérie connaît actuellement une augmentation considérable de ses capacités en matière de transport en commun», a-t-il indiqué. Concernant le métro, cette étude relève que le gouvernement poursuit ses investissements. L'objectif visé est d'accroître la capacité du réseau de transport en commun d'Alger. Ce qui se fera avec notamment la mise en service prévue pour cette fin d'année de deux nouveaux tronçons de métro. Le premier partira de la station Hai El Badr (commune d'El Magharia) pour arriver à Ain Naâdja. Un ajout de 3,6 km de voies supplé-



mentaires. Le second reliera, quant à lui, Tafourah à la place des Martyrs, précise OBG. Viendra ensuite une extension de 9,5 km entre la banlieue d'El Harrach et l'aéroport Houari Boumediène, rappelle cette étude. Celle-ci note aussi que le projet devrait être entièrement achevé début 2020. Néanmoins, pour ce qui est de sa station principale à l'aéroport ainsi que la ligne ferroviaire reliant Bab Ezzouar, ces dernières, seront livrés d'ici à mi-2018. Par ailleurs, s'agissant de la question des finances, le coût du chantier des neuf stations de la nouvelle ligne

de l'aéroport est estimé à 9 milliards de dinars. Ce qui équivaut exactement à 67,5 millions d'euros. Le réseau du métro de la capitale, qui compte 13 km de rails et 14 stations, est à l'heure actuelle le deuxième plus grand d'Afrique. Il vient juste après celui du Caire en Egypte, souligne ce cabinet britannique.

Une fois l'extension du métro achevée : 250 000 passagers par jour prévus

Le réseau du métro devrait être trois fois plus étendu qu'à

l'heure actuelle d'ici à 2020 et s'étaler sur 40 km, ajoute l'OBG. Pour le record en fréquentation, le nombre d'usagers du métro d'Alger a connu une croissance constante.

Laquelle a atteint 100 000 passagers par jour en 2016. Soit une hausse de 39% par rapport à 2014, note la même source. L'entrée en service des deux nouvelles lignes devrait encore faire grimper ces chiffres avec 250 000 passagers par jour. Abordant le transport par tramway, la même étude rappelle que la construction du premier de ce type de transport, dont le

tracé s'étend sur 23 km à Alger, a nécessité quatre ans de travaux avant une mise en service de la ligne en 2011.

Deux ans plus tard, Oran inaugurerait une ligne de 18,7 km et Constantine achevait le chantier d'une ligne de 8,1 km. Le projet en cours de construction du tramway de Mostaganem en est une autre preuve de la volonté de l'Etat à moderniser les moyens de transport en commun à travers le territoire national.

Etant donné la popularité des transports en commun dans les villes algériennes, poursuit-elle, le nombre d'usagers par jour est estimé à 150 000 à Alger, 90 000 à Oran et 70 000 à Constantine.

Projet d'ouverture de deux nouvelles lignes de tramway à Ouargla et à Sétif

L'Etat planche actuellement sur plusieurs autres projets de tramway, dont une extension de 9,6 km pour le réseau de Constantine, ainsi que la construction de deux nouveaux tramways à Ouargla et à Sétif, avance OBG.

Le développement des transports en commun constitue une priorité stratégique pour le gouvernement étant donné l'urbanisation qui ne cesse de progresser.

A ce propos, le nombre d'Algériens vivant dans des zones urbaines est passé de 52% en 1990 à 70% aujourd'hui, relève OBG en citant la Banque mondiale.

Y. D.

Santé/Encadrement

Affectation de 22 spécialistes aux établissements hospitaliers d'El-Oued

At moins 22 praticiens spécialisés ont été affectés cette année aux établissements hospitaliers de la wilaya d'El-Oued, pour renforcer l'encadrement médical et améliorer les prestations de santé, a-t-on appris hier auprès de la direction locale de la santé et de la population (DSP). L'opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère de tutelle visant à assurer une meilleure prise en charge des attentes des populations des wilayas du Sud en matière de santé et à remédier au déficit dans l'encadrement médical et paramédical. Ces praticiens concernent une douzaine de spé-

cialités, à savoir quatre spécialités chirurgicales et huit médicales, ayant longtemps fait défaut dans les établissements hospitaliers de la wilaya en raison du refus des praticiens d'exercer dans le Sud, a indiqué à l'APS le DSP, Noureddine Rezgui. Lors de l'opération d'affectation, il a été d'abord tenu compte des besoins des établissements en spécialités en rapport avec la prise en charge des urgences médicales, tels que les spécialités de phthisiologie, de gynécologie et d'anesthésie-réanimation, a-t-il souligné. Les praticiens spécialistes affectés sont cinq chirurgiens orthopédistes, deux praticiens dans cha-

cune des spécialités de radiologie, médecine du travail, médecine interne, phthisiologie, et anesthésie-réanimation, en plus d'un praticien pour chacune des spécialités de gynécologie-obstétrique, autopsie médicale, psychiatrie, pédiatrie, néphrologie, biochimie et épidémiologie. Ils ont été affectés au niveau de trois structures de santé, principalement l'établissement public hospitalier Benamor-Djillani au chef-lieu de wilaya qui couvre les besoins de plus de 80% de la population de la wilaya et qui a accueilli près de la moitié de ce renfort. Viennent ensuite l'établissement hospitalier spécialisé

Mère-Enfant à El-Oued, et l'établissement public hospitalier de Djamaâ, selon la même source. Pour faire bénéficier la population des services de ces praticiens spécialistes, la DSP a arrêté un programme, en coordination avec les établissements publics hospitaliers et les établissements de santé de proximité, afin d'organiser des consultations médicales spécialisées, via des caravanes médicales et des consultations externes au niveau des polycliniques, à travers les 30 communes de la wilaya, notamment dans les zones enclavées, a révélé M. Rezgui.

Kamel L.

Mercredi prochain à Oran

Rencontres professionnelles algéro-tunisiennes

Des Rencontres professionnelles algéro-tunisiennes auront lieu le 11 octobre prochain à Oran, avec la participation de plus d'une dizaine d'entreprises tunisiennes et une trentaine autres nationales, a-t-on appris mercredi auprès des organisateurs. Organisées par la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie, ces rencontres visent à renforcer la coopéra-

tion entre les entreprises des deux pays et de dégager de nouvelles perspectives pour un partenariat gagnant-gagnant dans plusieurs créneaux d'activités. Il s'agit principalement des secteurs du bâtiment et de la construction, des études et de l'engineering, de l'architecture et de l'urbanisme, des infrastructures, du mobilier de maison et de l'appareillage électrique pour bâti-

ment, précise-t-on de même source. Les hommes d'affaires tunisiens vont également prendre connaissance des plus importants projets qui seront lancés dans le cadre des préparatifs des Jeux méditerranéens de 2021 qu'abritera la capitale de l'Ouest du pays. Durant les quatre dernières années, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays voisins a

quasiment doublé, en atteignant 1,5 milliard d'euros, ont rappelé les organisateurs. De même source, on indique que plus de 200 sociétés tunisiennes actives en Algérie dans différents secteurs, tels que l'agroalimentaire, les matériaux de construction, les pièces automobiles, le textile, l'habillement et les services (bureaux d'études et engineering). K. L.

Grâce à la production de près de 224 000 quintaux de lentilles

Economie de 40 millions d'euros sur la facture d'importation

■ Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, a affirmé, mardi, que la production nationale des céréales pour la saison des moissons 2016-2017 avait atteint 35 millions de quintaux en dépit des mauvaises conditions climatiques qu'ont connues certaines régions, alors que la production de lentilles a connu un chiffre record estimé à 224 000 quintaux.

Par Salem K.

« La production céréalière a atteint cette année 35 millions de quintaux, soit un niveau acceptable qui demeure moyen par rapport à la production enregistrée ces dernières années », a déclaré M. Bouazgui lors d'une rencontre d'évaluation de la saison des moissons-battage 2016-2017 et la préparation de la saison labour-semences 2017-2018, organisée au siège de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic). « Cette production a été enregistrée



trée en dépit des mauvaises conditions climatiques qu'ont connues certaines wilayas productrices », a-t-il souligné, mettant l'accent sur « le bon encadrement de l'opération labours-semences et moissons-battage ». A rappeler que la production de céréales avait atteint 34,3 millions de quintaux en 2015-2016. D'autre part, le ministre a mis l'accent sur « la grande responsabilité » qu'assument les cadres du secteur de l'agriculture en vue d'augmenter la production nationale de céréales et contribuer à la baisse de la facture d'importation des produits alimentaires dont les céréales. Le secteur de l'agriculture constitue « un axe primordial de la stratégie nationale de croissance écono-

mique », a-t-il ajouté, rappelant dans le même contexte ce qui a été prévu par le plan d'action du gouvernement, ainsi que les déclarations du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, concernant le soutien qui doit être apporté au secteur de l'agriculture et en premier lieu à la production céréalière. Parmi les buts tracés, poursuit le ministre, il y a lieu d'évoquer l'élargissement des superficies agricoles en accordant la priorité à la céréaliculture, soulignant que « la superficie actuelle irriguée est estimée à 1,3 million d'hectares, le secteur étant appelé à l'élargir à 2 millions d'hectares, soit une augmentation de 700 000 hectares dont 400 000 affectés à la céréaliculture ». La superficie irriguée

consacrée à la céréaliculture est estimée à 250 000 hectares, ce qui reste « minime par rapport aux objectifs escomptés ». S'agissant de la production de lentilles, les chiffres du ministère avancent la production en 2017 de plus de 223 000 quintaux (contre 96 376 quintaux en 2016). Le ministre a indiqué, dans ce sens, que cette production considérable « a permis à l'Etat d'économiser 40 millions d'euros sur la facture d'importation ». La superficie consacrée à la culture des légumineuses a atteint 107 415 hectares contre 81 777 hectares en 2016, soit une augmentation de 30%. Concernant la saison labours-semences, débutée le 1^{er} octobre, le ministre a affirmé que « toutes les mesures ont été prises pour qu'elle se déroule dans de bonnes conditions, à travers la mobilisation de tous les moyens humains et matériels nécessaires », soulignant que « toutes les régions étaient prêtes pour son entame ». M. Bouazgui a précisé que le guichet commun a été renforcé et les semences assurées en quantité, ajoutant que 22 stations de traitement de semences avaient été mises à la disposition des agriculteurs. Les engrais sont disponibles en quantité suffisante, a affirmé le ministre, mettant en relief le renforcement de cette opération, après avoir aplani toutes les entraves liées à la distribution et à l'importation de ce produit. L'encadrement technique a également été assuré à travers la mobilisation de 400 ingénieurs pour encadrer les opérations labours-semences au niveau des coopératives agricoles.

M. Bouazgui a évoqué une nouvelle vision quant à la réactivation des contrats de performance, par l'élaboration d'une feuille de route au niveau de chaque coopérative et la définition des objectifs sur le plan local en fonction des caractéristiques de chaque région. Pour sa part, le directeur général de l'Oaic, Mohamed Belabdi, a indiqué que ses services œuvraient à réduire la facture d'importation, soulignant que la production du blé dur connaissait une certaine stabilité depuis 2011, ce qui a réduit l'importation de cette matière à 50%. La facture d'importation du blé dur s'élève à près de 1 milliard de dollars, alors que la production locale couvre 50% de la demande sur le marché, a fait savoir M. Belabdi, ajoutant que la facture d'importation du blé tendre dépassait 1 milliard de dollars. « Nous pouvons atteindre l'autosuffisance en matière de production du blé dur et des légumineuses dont les lentilles et les pois chiches », a affirmé M. Belabdi, soulignant que « la réduction de la facture d'importation était possible ». Concernant les moyens logistiques mobilisés, le responsable a fait savoir que « le secteur s'est doté de 1 500 moissonneuses, ce qui est à même de réduire les pertes estimées auparavant à 2 millions de quintaux ». Quant aux silos de stockage, M. Belabdi a annoncé la réception de 10 nouveaux silos métalliques, dont le montage sera assuré par une joint-venture algéro-italienne, ajoutant que « deux autres silos en béton seront livrés en 2018 ».

S. K./APS

Pétrole/prix

Le Brent à plus de 55 dollars hier à Londres

Les prix du pétrole reculaient hier en cours d'échanges européens, les marchés appréhendant une nouvelle hausse de la production américaine avant la publication des données hebdomadaires sur les réserves des Etats-Unis. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 55,65 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 35 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les

échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de « light sweet crude » (WTI) pour le contrat de novembre perdait 30 cents à 50,12 dollars. Les cours du brut s'inscrivent en baisse depuis le début de la semaine alors que de nouveaux signaux de hausse de la production mondiale inquiètent les investisseurs. Dans ce contexte, les données hebdomadaires du Département américain de l'Energie (DoE) sur les

réserves et la production des Etats-Unis sont particulièrement attendues. Pour la semaine achevée le 29 septembre, les réserves de brut devraient avoir baissé de 500 000 barils, tandis que les réserves d'essence sont attendues en hausse de 1 million de barils et celles de produits distillés en recul de 1,5 million de barils, selon un consensus d'analystes compilé par l'agence Bloomberg. La veille, la fédération privée de l'American petroleum ins-

titute, l'API, a publié ses propres données qui ont fait état d'une baisse de 4,1 millions de barils des réserves de brut, ont rapporté des analystes. « La baisse des réserves de brut selon l'API n'a pas soutenu les prix. Cela s'explique par le fait que l'API a fait état d'une hausse des réserves de brut à Cushing et des réserves d'essence », ont commenté des analystes de Commerzbank.

G. H.

Coopération

Rencontre entre les dirigeants des groupes industriels publics et des hommes d'affaires américains

Une rencontre d'affaires regroupant les dirigeants des principaux groupes industriels publics et une délégation d'hommes d'affaires américains s'est tenue, mardi à Alger, a indiqué un communiqué du ministère de l'Industrie et des Mines. Une trentaine d'entreprises américaines, conduites par le Conseil d'affaires algéro-américain (USABC), activant dans les industries pharmaceutique, mécanique, électrique et électronique, agroalimentaire, des mines, des engrais, du textile ainsi que dans les services, étaient présentes à cette rencontre, afin de « prospecter les opportunités qu'offre le marché

algérien et de parvenir à des accords de partenariats avec leurs homologues algériennes », a précisé la même source. Du côté algérien, ce sont les groupes industriels relevant du ministère de l'Industrie et des Mines qui ont participé à cette rencontre, à savoir : le Groupe Saïdal, le Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica), l'Entreprise nationale des véhicules industriels (Snvi), le Groupe des industries métallurgiques et sidérurgiques (Imetal), Algerian group of mechanics (AGM), Algeria Chemical Specialities (ACS), l'Entreprise nationale des engrais et produits phytosanitaires (Asmidal), la

Société nationale des tabacs et allumettes (Snta), Manadjim El Djazair (MAanal), le Groupe Agrodin, Dlivindus, Getex, Elec El Djazair Industrie, ainsi que les instituts chargés de la formation et les centres techniques. Des hauts responsables et cadres du ministère ont également participé à cette rencontre, a ajouté la même source, précisant qu'un exposé détaillé sur les opportunités d'affaires en Algérie et les avantages accordés aux investisseurs étrangers a été présenté à la partie américaine. Lors de cette rencontre, un accent particulier a été mis sur les réformes engagées par les pouvoirs

publics, ces dernières années, pour promouvoir l'investissement et rendre l'environnement des affaires « plus attractif » à l'image de la réforme du code de l'investissement. Cette rencontre intervient dans le cadre d'une mission d'hommes d'affaires américains, organisée par l'USABC et l'ambassade d'Algérie à Washington, qui s'effectue du 1^{er} au 4 octobre à Alger. Outre les hommes d'affaires, des professeurs de l'université de Boston font partie de cette mission pour discuter des aspects liés à la formation, l'innovation et la recherche développement, précise la même source. R. E.

3^{es} journées techniques sur la figue sèche

Une centaine d'exposants présents à Béjaïa

■ Une centaine d'exposants, principalement composés d'acteurs de la filière figuicole (producteurs et transformateurs) et de leurs pairs spécialisés dans les produits du terroir, dont les oléiculteurs, les apiculteurs, les maraîchers, ainsi que les artisans (poterie et osier) ont pris part, mardi à la maison de la culture de Béjaïa, à l'ouverture de la 3^e édition des Journées techniques sur la figue sèche.

Par Samah G.

venus de toutes régions de la wilaya, chacun a fait étalage de ses produits, présentés dans leur meilleur emballage. Il est vrai que la figue a été au centre de toutes les attentions, les visiteurs, pour la plupart friand du fruit, étant arrivés, d'emblée par centaines, pour le tâter, le toiser et faire leur emplette.

Malgré un prix que d'aucuns ont jugé excessif, variant entre 800 et 1 200 DA, beaucoup n'ont pas résisté à la tentation, achetant à tour de bras et prenant un vif plaisir à fourrer leurs doigts dans les paniers exposés ou palper le fruit enveloppé dans des sacs en plastique transparent. La production a relativement baissé, près de 300 000 quintaux récoltés cette année. Mais la qualité est au rendez-vous. Le fruit a bénéficié d'un ensoleillement permanent depuis la fin du printemps, explique Laib Makhlouf, cadre à la direction des services agricoles, qui relève que plus d'une



centaine de producteurs de figues ont émergé durant cette campagne, au cahier des charges, régissant l'utilisation du label Figue de Beni-Mouche.

Le label est surtout applicable aux figues produites à plus de 400 mètres d'altitude, sur des

versants ensoleillés, et ne dépassant pas 30% d'humidité pour les trois variétés consacrées, notamment Thaamrwit, Thaberkent et Thazandjert, et qui de plus, sont vendus en trois catégories distinctes en fonction du calibre : la supra, la stan-

dard et la marchande. Des séances de dégustations ont été animées par la plupart des exposants, facilitant quelque peu le choix des clients n'ont averti, qui ont acheté en fonction du goût ressenti et de l'apparence de la figue. Etalée jusqu'à jeudi pro-

chain, la manifestation, marquée par une grande convivialité, est soutenue par ailleurs par plusieurs animations, notamment des conférences-débats, des projections de films de vulgarisation avicole et des concours de jeux.

S. G./APS

Constantine

Mise en exploitation de 4 espaces verts et de détente

Quatre espaces verts et de détente, implantés dans la ville de Constantine, ont été officiellement mis en exploitation, mardi après-midi, par le wali, M. Abdessamie Saïdoune, a-t-on constaté. Il s'agit des jardins Beyrouth de Sidi Mabrouk, de la cité Sakiet Sidi Youcef (la BUM) en plus des aires de jeu de la cité Daksi Abdeslem et de Place du 1^{er} novembre (la Brèche) en plein centre-ville, à proximité immédiate du jardin Benaceur,

qui ont fait l'objet de travaux de mise à niveau pour un investissement de 60 millions DA, a précisé le wali, faisant part de l'importance de ces espaces dans l'amélioration des conditions de vie de la population.

Appelant les citoyens à préserver ces espaces verts en optant pour un comportement sain, favorisant le respect de l'environnement, le chef de l'exécutif local a rappelé que l'opération de mise à niveau de ces espaces

s'inscrit dans le cadre d'un programme local visant l'embellissement des grandes agglomérations de la wilaya. Dans ce sens, le wali a indiqué qu'une instruction a été donnée aux responsables de la commune et des établissements publics à caractère industriel et commercial (Epic) de la commune et de la wilaya et la Conservation des forêts à l'effet d'engager un recensement des espaces susceptibles d'abriter des aires de

détentes et de loisirs au profit des citoyens. Réitérant l'engagement de l'administration locale d'accompagner toutes les actions visant l'amélioration du cadre de vie des citoyens et l'espace environnemental des villes, le même responsable a indiqué que l'objectif est d'assurer un service public à la hauteur des investissements consentis par les pouvoirs publics. S'agissant du jardin du Bardo en cours d'aménagement, le même

responsable a indiqué que les travaux se poursuivent de manière soutenue, faisant part de la probabilité de réceptionner une partie de ce grand espace d'ici au mois de ramadhan.

Saïd C.

Tiaret

Ouverture prochaine de 9 périmètres de mise en valeur agricole

Neuf nouveaux périmètres de mise en valeur agricole, totalisant 78 000 hectares, seront ouverts prochainement dans la wilaya de Tiaret, a annoncé mardi le wali.

Une étude de faisabilité sur ces périmètres faisant partie de 150 000 hectares supplémentaires destinés à la mise en valeur sera élaborée par le bureau d'études «Bneders», a indiqué Abdeslam Bentouati en présidant une cérémonie de célébration de la journée nationale de vulgarisation agricole. Le wali a insisté, par la même occasion, sur l'extension de la superficie agricole pour renforcer la place de la wilaya de Tiaret comme pôle agricole par excellence contribuant à hauteur de 13 pour cent de la production nationale de céréales. La wilaya a occupé également la première place en production d'oignons.

Les périmètres projetés s'ajoutent à neuf autres ouverts à l'investissement agricole totalisant 72 300 ha, afin de permettre à des

investisseurs privés de créer de nouvelles exploitations devant diversifier le produit agricole.

En outre, M. Bentouati a fait part des efforts déployés dans le cadre de l'extension des terres irriguées en octroyant plus de 600 autorisations de fonçage de puits, tout en instruisant la direction des services agricoles d'inciter les agriculteurs à l'irrigation d'appoint et d'accorder des facilités pour l'exploitation des nappes phréatiques.

Le même responsable a souligné que Tiaret dispose d'immenses atouts dans le domaine agricole qui doivent être exploités pour contribuer à la diversification de l'économie nationale, se diriger vers l'exportation des produits agricoles et le développement de différentes filières dont l'élevage du bétail, l'aviculture, le lait et ouvrir la voie aux industries de transformation et à la création de chaînes de stockage et de froid et activer le rôle des opérateurs économiques.

Le wali s'est également engagé d'accorder aux investisseurs toutes les facilités pour concrétiser de tels projets dans les grandes zones industrielles créées dernièrement dans la wilaya.

Dans le cadre la relance de certaines filières agricoles, il a proposé aux agriculteurs ayant assisté à la célébration de la journée nationale de la vulgarisation agricole, aux professionnels et cadres de l'agriculture, d'organiser des assises sur ce secteur les prochaines semaines pour valoriser les moyens dont dispose la wilaya et les rendre plus efficaces pour soutenir l'économie nationale.

Cette cérémonie abritée par la salle omnisports Abdallah-Belarbi de Tiaret a été marquée par une exposition avec la participation d'instituts technologiques, de services du secteur agricole, d'agriculteurs et d'investisseurs en présence d'une foule nombreuse.

Fatah B.

Sidi Bel-Abbès Quatre morts et quatre blessés dans un accident de la circulation

QUATRE personnes sont mortes et quatre autres ont été blessées dans un accident de la circulation, survenu mardi soir entre les communes de Marhoum et Bir Lahmam au sud de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit suite à une collision entre deux véhicules utilitaires roulant en sens inverse au niveau de la route nationale 104 faisant quatre morts sur le coup.

Les corps des quatre victimes âgés entre 3 et 62 ans ont été transférés vers la morgue de l'hôpital de Telagh et les blessés ont été transportés pour des soins, a-t-on indiqué. Les services concernés ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

R. R.

Sahara occidental

L'ONU et le Conseil de sécurité appelés à imposer l'organisation d'un référendum d'autodétermination

■ La représentante de Belize, M^{me} Lois Michelle Young, a dénoncé pour sa part le «traitement palliatif» accordé par l'ONU à la question du Sahara occidental, soulignant qu'un référendum avait été promis il y 25 ans au peuple sahraoui en échange d'un cessez-le-feu.

Par Amine G.

M^{me} Young a rappelé que 50% des Etats membres de l'ONU avaient obtenu leur indépendance grâce à la lutte de leurs peuples et l'appui de l'ONU, y compris le Belize qui a acquis son indépendance le 21 septembre 1981. Cependant, la tâche de la décolonisation n'est pas achevée, a-t-elle constaté.

Le Guatemala et le Costa Rica soutiennent une solution juste et acceptable. Le Guatemala et le Costa Rica ont exprimé lundi, par la voix de leur ambassadeur permanent auprès des Nations unies, leur appui aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité sur la question du Sahara occidental. Le Guatemala réitère son «soutien aux efforts du Secrétaire général et de son Envoyé personnel» dans la quête d'une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable au conflit sahraoui-marocain. Pour le Guatemala, la solution de cette question est nécessaire non seulement pour le peuple du Sahara occidental, mais aussi pour la stabilité, la sécurité et l'intégration de la région du Maghreb. Pour sa part, le Costa Rica «préconise une solution politique durable, juste, démocratique et acceptable pour toutes les parties au Sahara occi-

dental. Cette solution doit être conforme aux principes et aux dispositions du droit international et des droits de l'homme qui ont régi le processus de décolonisation de cette organisation».

A. G./SPS



Ph: DR

Maroc

20 militants et responsables du mouvement Hirak devant la justice

Il s'agit d'une vingtaine de responsables du mouvement Hirak à faire face à la justice, ce mardi, devant le tribunal de Casablanca, au Maroc. Ce mouvement de contestation, qui secoue la région du Rif, au nord du royaume depuis près d'un an, réclame plus de développement, plus d'investissements pour la région. Cette audience est l'occasion pour les avocats de la défense de dénoncer les conditions de détention. Certains membres du Hirak sont d'ailleurs en grève de la faim.

Depuis le début de la grève de la faim, suivie par environ une vingtaine de détenus, l'entourage des militants se plaint de mesures de rétorsion exercées par l'administration pénitentiaire : fouilles au corps, atteintes aux biens des personnes dans les cellules, entraves à la communication entre détenus et avocats ou encore avec les familles.

Par ailleurs, la défense de Nasser Zefzafi, le leader du mouvement, a déposé une plainte ce lundi. Une plainte officielle auprès des directions générales des prisons pour avoir maintenu à l'isolement le leader de la contestation du Rif. Selon sa défense, depuis quatre mois Nasser Zefzafi est interdit de tout contact avec les autres détenus. Un traite-

ment qui porterait atteinte à sa santé psychologique depuis la fin du mois de mai dernier. A l'époque, Nasser Zefzafi et 50 autres militants considérés comme étant les têtes pensantes du Hirak avaient été arrêtés et transférés à Casablanca. L'instruction s'est terminée à la fin du mois d'août. Ce mardi, il s'agit de la deuxième audience d'un premier groupe de 21 détenus. La dizaine de chefs d'inculpation leur fait encourir des peines allant de 2 à 30 ans de prison ferme.

L'audience de ce jour doit être normalement consacrée aux plaidoiries des avocats, mais toute la matinée un autre cas a été examiné. Il s'agit de celui du journaliste militant Hamid el-Mahdaoui, qui comparait pour avoir incité les citoyens à manifester à Al-Hoceima. Son cas a finalement été renvoyé au 17 octobre 2017. Environ 300 personnes au total à Al-Hoceima sont également dans l'attente d'un jugement pour leur participation au mouvement de contestation.

Un rapport vient d'être remis au roi Mohammed VI sur les projets de développement dans cette région du Rif. L'enquête a été lancée au mois de juin dernier et demandée par le roi lui-même. Les conclusions remises au roi marocain par les ministres de l'Intérieur et celui des Finances portent sur le

programme de développement dédié à la ville d'Al-Hoceima, souligne le cabinet royal. Dans les conclusions, il est reconnu qu'il y a eu du retard et même parfois une non-exécution des projets. Mais les rapports nient l'existence de fraude ou de malversations. Les rapports évoquent la responsabilité des personnes chargées de mener à bien ces projets et qui étaient en poste en 2015.

Le cabinet royal a annoncé, par ailleurs, que le roi Mohammed VI a chargé la Cour des comptes d'examiner les résultats de l'enquête dans un délai qui ne devrait pas dépasser dix jours. Selon des sources bien informées, le sujet sera évoqué par le souverain marocain dans son discours du 13 octobre, à l'occasion de la rentrée parlementaire.

Les activistes d'Al-Hoceima réclament la possibilité de consulter les deux rapports avant d'émettre un avis. «Personne n'a vu ces rapports et on ne sait pas s'ils évoquent les raisons pour lesquelles les projets n'ont pas été exécutés», proteste Mohamad Zayani, un avocat du Hirak. Le Maroc souffre de corruption et les projets sont très souvent freinés par une bureaucratie lente et lourde.

Halim Y.

Tunisie

Réunion jeudi des présidents des groupes parlementaires

Le bureau du Parlement a appelé les présidents des groupes parlementaires à se réunir jeudi pour se concerter davantage sur le candidat à la présidence de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (SIE). Dans une déclaration de presse, Mongi Harbaoui, membre du bureau chargé de la communication, a précisé que le comblement de la vacance à la tête l'instance électorale a été renvoyé aux présidents des blocs parlementaires.

Pour être élu, le candidat doit obtenir 109 voix. «Le bureau a décidé de se référer aux présidents des groupes parlementaires pour trancher cette affaire devenue politique par excellence», a-t-il expliqué. A ce titre, Ghazi Chaouchi, membre du bureau, a soulevé un problème juridique en rapport avec la

candidature des membres concernés par le renouvellement partiel qui devrait avoir lieu au plus tard le 7 octobre courant. Le bureau de l'Assemblée des représentants du peuple a, par ailleurs, examiné certains projets de loi émanant du gouvernement et décidé de les transmettre aux commissions législatives. Il s'agit d'une série d'accords financiers et d'une mesure faisant bénéficier les agents publics qui désirent se porter candidats aux élections d'un congé exceptionnel. Le bureau de l'ARP a également examiné les questions écrites adressées par certains députés aux ministres de l'Education et des Affaires étrangères.

La démission des députés Taher Battikh du Parlement et de Ahmed Khaskhoussi du groupe démocratique ainsi que l'adhésion de Mohamed Hamdi et Rim

Theiri à ce même groupe ont été abordées lors de la réunion du bureau de l'ARP.

Fermeture des abattoirs qui ne répondent pas aux normes

Les abattoirs qui ne sont pas aux normes seront fermés alors que d'autres seront mis à niveau et partiellement réhabilités, telles sont les mesures urgentes décidées lors d'une séance de travail tenue mardi, au département du Commerce, par les ministres du Commerce, Omar El Behi, de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche, Samir Ettaieb et des Affaires locales et de l'Environnement, Riadh Mouakhar. Lors de cette réunion, qui a porté sur «la situation des abattoirs et les solutions urgentes à prendre», les

ministres ont convenu que les abattoirs sont dans une situation déplorable, puisque la plupart ne répondent pas aux conditions et normes les plus élémentaires de santé, ce qui nécessite de prendre également des mesures d'ordre stratégique, à savoir la préparation d'un plan directeur de restructuration des abattoirs et l'examen d'une nouvelle formule dans le cadre du partenariat public-privé ou seulement du secteur privé, pour l'exploitation des abattoirs. Les ministres ont aussi souligné la nécessité pour les vétérinaires d'être présents lors de l'abattage des bêtes pour préserver la santé du consommateur. A rappeler que 60 abattoirs sur 220 nécessitent une intervention d'urgence. Leur dossier est soumis à la commission nationale d'étude et de suivi de la mise à niveau des abattoirs, qui a

commencé à travailler en juin 2017. Il y a lieu de préciser que le président du Conseil national de l'Ordre des médecins vétérinaires de Tunisie, Ahmed Rejeb, a affirmé mardi, dans une conférence de presse, que «près de la moitié du bétail est abattue dans les circuits parallèles, ce qui constitue un danger pour la santé du citoyen».

Il a critiqué la lenteur dans la mise en œuvre par les autorités concernées, du plan directeur de mise à niveau des abattoirs, prévu pour la période 2010/2015, ajoutant que le décret gouvernemental n°360, en date du 1^{er} mars 2010, qui stipule la création de 9 nouveaux abattoirs conformes aux normes ainsi que la mise à niveau et la réhabilitation de 51 abattoirs, n'a pas été appliqué après 7 ans.

Y. B.

Kia Al Djazaïr

La nouvelle Kia Rio, les commandes ouvertes



Page animée par Ali Zidane

Kia Al Djazaïr, filiale du groupe Global Group et représentant officiel de Kia en Algérie, annonce l'ouverture des commandes de la toute Nouvelle Rio qui sera assemblée à l'usine de Batna.

La nouvelle Rio a connu son premier bain de foule au Mondial de l'automobile 2016 à Paris. Cette voiture du Segment B est

mandes de la toute Nouvelle Rio qui sera assemblée à l'usine de Batna.

Renault Algérie Production

Renault Clio 4 pour début 2018



Algérie Production assemble Renault Symbol et Dacia Sandero Stepway. L'unité de production basée à Oued Tielat, près d'Oran, s'est dotée tout récemment d'un nouveau bâtiment dédié au montage de la Renault Clio 4. Depuis son inauguration en novembre 2014, cette usine a permis à l'industrie

annoncée normalement pour ce dernier trimestre 2017, la Renault Clio 4 ne sera pas prête pour cette période, le carnet de commandes de ce troisième modèle que l'usine de Oued Tielat à Oran va assembler ne sera ouvert qu'en début 2018. Ainsi, la phase d'assemblage et de commercialisation de la Clio 4 est pour début 2018. Pour rappel, pour le moment Renault

automobile algérienne d'assembler 100 000 véhicules et de recruter et former plus de 1 000 professionnels. Aujourd'hui, quatre sous-traitants algériens travaillent en partenariat avec la RAP, il s'agit de : Sitel, Sarel, Martur et Sealynx. D'autres sous-traitants sont en négociations avec l'usine de la marque au losange pour d'éventuels partenariats de longue durée.

le deuxième modèle du constructeur automobile sud-coréen qui se vend le mieux dans le monde avec un peu moins de 450 000 voitures vendues en 2016, ce qui représente 15% des ventes annuelles de Kia.

Un design de carrosserie progressiste

À l'avant, la Rio arbore la toute dernière évolution de la calandre signature «Tiger nose» caractéristique de Kia. Maintenant moins haute, elle occupe presque toute la largeur de la proue. Des phares à projection intégrés à double fonction affichent une nouvelle signature lumineuse à LED en forme de U. Les changements apportés à la partie avant de la voiture, y compris le déplacement des phares antibrouillards vers les extrémités et désormais intégrés au pare-chocs, ont pour but d'accroître sa présence visuelle en la campant mieux sur la route. La nouvelle Rio s'est élargie de 5 mm (à 1725 mm), ce qui accentue encore cet effet.

De profil, les proportions allongées et plus équilibrées de la Rio quatrième génération sont obtenues à l'aide d'un long capot et d'un porte-à-faux avant plus long, avec un empattement qui

s'est allongé de 10 mm (à 2580 mm), un montant de pavillon arrière plus filigrane et plus vertical et un porte-à-faux arrière plus court. En longueur hors-tout, la nouvelle version mesure 15 mm de plus que sa devancière (maintenant 4065 mm de long) et elle s'est abaissée de 5 mm (à 1450 mm). Des lignes épurées et clairement définies s'étirent sur toute la longueur des épaules de la voiture et soulignent ses portières, allongant encore plus les lignes générales de la voiture pour un look plus robuste et assuré.

La partie arrière de la Rio est maintenant plus verticale, avec une lunette arrière quasi verticale. La ligne droite qui s'échappe depuis la calandre, soulignant les phares et s'étirant le long du haut des portières, se prolonge le long de la partie arrière de la voiture pour venir s'éteindre à hauteur des feux arrière, ainsi qu'une nouvelle signature lumineuse à LED inédite en forme de flèche. Le design arrière de la nouvelle Rio lui confère une allure générale plus musculeuse.

Un habitacle moderne et orienté vers le conducteur

La nouvelle Kia Rio veut offrir

à ses conducteurs un design d'habitacle nouveau et moderne, intégrant des formes sculpturales et une architecture plus ergonomique que cela n'était le cas avec sa devancière.

À l'instar de l'extérieur, des lignes droites soulignant toute la largeur du tableau de bord caractérisent l'architecture intérieure, conférant à l'habitacle plus d'ampleur et accentuant la sensation d'espace dont jouissent les occupants.

La nouvelle Rio est disponible avec un choix de revêtements de sièges en tissu de couleur noir ou bien avec Un «Special Black Package» qui est proposé à nos clients (série limitée), consistant en des sièges en tissu noir combiné à un similicuir rouge pour l'ensemble du cockpit.

Motorisation et finition

La nouvelle Rio est proposée en deux motorisations, à savoir 1.4L développant 100 chevaux en boîte manuelle et un moteur 1.6L pour 123 chevaux en version boîte manuelle ou automatique.

Disponible en deux finitions, «Lx» et «Ex», pour chaque motorisation, ainsi que transmission, ce qui donne un large choix aux futurs acquéreurs.

Volkswagen

Le dieselgate fait toujours parler de lui

Nouvel épisode dans l'affaire Volkswagen. Pour pouvoir faire face aux conséquences du dieselgate, le constructeur allemand a annoncé qu'il inscrirait dans ses comptes du troisième trimestre quelque 2,5 milliards d'euros de provisions supplémentaires. Le groupe explique que le programme de rappel et de mise en conformité des véhicules concernés aux États-Unis se révèle «plus long et complexe techniquement que prévu».

Ainsi, depuis qu'il a admis en septembre 2015 avoir triché aux tests d'émissions, Volkswagen a dû provisionner la somme colossale de 25,1 milliards d'euros ! L'immense majorité, soit plus de

20 milliards d'euros, est consacrée à la partie américaine de l'affaire et sert à réparer ou à racheter près de 600 000 voitures incriminées. Mais les conséquences de l'affaire ne sont pas seulement financières. Elles sont également judiciaires. Sur ce terrain aussi, VW est dans la tourmente. Le parquet de Munich vient en effet d'annoncer l'arrestation d'un salarié d'Audi, l'une des nombreuses marques du groupe, après de nouvelles perquisitions. Selon les médias allemands, il s'agirait de Wolfgang Hatz, un ancien haut



dirigeant du groupe Volkswagen qui a notamment été chef du développement des moteurs chez Audi de 2001 à 2007. En juillet dernier, Giovanni Pamió, un autre employé d'Audi, avait été arrêté en Allemagne et inculpé par les autorités américaines.

Optifuel Challenge en Espagne

Renault Trucks réunit les meilleurs éco-conducteurs internationaux

C'est à Tolède, le 19 octobre prochain, que se déroulera la finale internationale de l'Optifuel Challenge, compétition dédiée à la conduite économique organisée par Renault Trucks. 29 conducteurs issus de 29 pays relèveront le défi de l'éco-conduite.

L'Optifuel Challenge, compétition dédiée à l'éco-conduite créée en 2012, illustre parfaitement l'engagement de Renault Trucks aux côtés de ses clients en matière d'économie de carburant et son approche globale véhicule-conducteur-services, pour réduire la consommation durablement dès le premier kilomètre.

29 conducteurs sélectionnés parmi 2 500

Depuis le début de l'année 2017, les pays participant à la

quatrième édition de l'Optifuel Challenge organisent des challenges nationaux, afin de sélectionner le conducteur qui représentera leur pays. Aujourd'hui, les 29 meilleurs éco-conducteurs internationaux, sélectionnés parmi plus de 2 500 conducteurs, se préparent à prendre place sur la ligne de départ de la finale, le 19 octobre prochain à Tolède, dans la région de Madrid.

Une finale en deux temps

La finale internationale se déroulera en deux temps. Tout d'abord, les conducteurs répondront à un questionnaire théorique visant à tester leurs connaissances sur les principes de la conduite rationnelle et la réduction de la consommation

de carburant. Ensuite, ils effectueront un parcours routier de quarante minutes au volant d'un Renault Trucks T480 Optifuel, doté d'une motorisation 13 litres Euro 6 step C. Le vainqueur sera celui qui aura été capable de consommer peu sans sacrifier sa vitesse commerciale.

Tout au long de la compétition, les conducteurs seront soutenus par un représentant de leur entreprise et un membre du réseau local de Renault Trucks. Ces derniers auront, par ailleurs, la possibilité de suivre la performance du chauffeur en temps réel grâce à la solution de gestion de flotte Optifleet.

Pour assurer la plus grande équité entre les candidats, l'ordre de passage des équipes sera tiré au sort et les ensembles roulants seront étalonnés. Un



véhicule supplémentaire effectuera le parcours avec chaque groupe de conducteurs afin de prendre en compte la circulation et les éléments pouvant pertur-

ber la conduite.

Le conducteur qui parviendra à se hisser sur la première marche du podium remportera un Renault Trucks T480 Optifuel.



Irak

Les forces irakiennes entrent dans Hawija, dernier bastion de l'EI

■ Les forces gouvernementales ont franchi une nouvelle étape dans leur reconquête des derniers bastions jihadistes en Irak en pénétrant hier dans la ville de Hawija, ultime fief du groupe État islamique (Irak) dans le nord du pays.

Par Rosa C.

L'opération pour bouter l'EI hors d'une des deux régions où ils sont encore présents en Irak a commencé il y a 13 jours. Depuis, les forces gouvernementales irakiennes se sont emparées de quatre villes et de dizaines de villages.

La ville de Hawija, située à 230 km au nord-est de Bagdad, est l'une des dernières tenues par l'EI dans ce pays, les jihadistes ayant été chassés au cours des derniers mois de la

plupart des territoires qu'ils avaient conquis en 2014. «Avec l'aide de Dieu, l'armée, la police fédérale, les forces d'intervention rapide et les (forces paramilitaires) du Hachd al-Chaabî ont lancé hier une large opération pour libérer le centre de Hawija et la ville adjacente de Ryad», a affirmé dans un communiqué le chef des opérations dans ce secteur, le général Abdel Amir Yarallah.

Pour sa part, le chef de la police fédérale, le général Raed Jawdat, a annoncé dans un communiqué «la troisième phase



Ph. > D. R.

de l'opération de libération de Hawija par un feu d'artillerie et de missiles sur les positions de l'EI» dans cette ville de plus de 70 000 habitants, dans leur grande majorité sunnites. Il a précisé que des unités d'élite de la police fédérale, des brigades motorisées et des snipers ainsi que des paramilitaires du Hachd al-Chaabî avaient pénétré par le nord-ouest de la ville. Ces forces du gouvernement étaient notamment munies de drones. «Elles avancent et le but est de s'emparer de sept quartiers de Hawija et 12 objectifs vitaux», a précisé le général Jawdat, sans les identifier. Le Hachd al-Chaabî a indiqué pour sa part que ses unités du génie étaient en train de déminer la route en direction du centre-ville pour faciliter la progression. Selon cette force paramilitaire, «l'EI s'est retiré des abords de Hawija vers le centre

de la ville car leur ligne de défense a été brisée». Le Hachd a également indiqué avoir évacué de villages proches des dizaines de familles ayant réussi à fuir l'EI, qui voulait en faire des boucliers humains. Quelque 12 500 personnes ont fui la localité de Hawija depuis le début de l'offensive des forces irakiennes, avait indiqué mardi l'ONU. Selon le bureau des Affaires humaines de l'ONU (Ocha), il pourrait y avoir jusqu'à 78 000 civils.

Désormais acculé dans tous ses fiefs en Irak et en Syrie voisine, l'EI voit son «califat» proclamé en 2014 s'écrouler face aux offensives de ses adversaires soutenues par les États-Unis ou par la Russie.

La région de Hawija est tombée aux mains de l'EI en juillet 2014, en même temps que celle de Mossoul, la deuxième ville d'Irak, qui a été reprise en juillet

dernier par les forces irakiennes appuyées par l'aviation de la coalition internationale dirigée par les États-Unis.

Les forces irakiennes ont lancé le 21 septembre l'offensive sur cette ville située dans la province pétrolière de Kirkouk, que se disputent le gouvernement central et la région autonome du Kurdistan.

Outre Hawija, l'EI contrôle encore deux villes, dans la province occidentale d'Al-Anbar: Rawa et surtout Al-Qaïm, frontalière de la province de Deir Ezzor en Syrie. Le 19 septembre, les forces irakiennes ont là aussi lancé une offensive pour les reconquérir. En Syrie, l'EI est également en grande difficulté dans sa «capitale» Raqa (nord). Elle a perdu 90% de la ville face aux Forces démocratiques syriennes (FDS) soutenues par Washington.



Points chauds

Apaisement

Par Fouzia Mahmoudi

Durant la quinzaine d'années qu'a passé maintenant Recep Tayyip Erdogan à la tête de la Turquie, il a à de nombreuses reprises mis en avant son aversion pour le régime chiite de Téhéran. Les critiques ont ainsi été nombreuses au fil des ans et il y a quelques mois encore, le président turc se plaignait de «la politique persane d'expansion» de l'Irak qui selon lui voulait annexer des territoires syriens. Il a aussi sévèrement pointé du doigt la politique de l'Iran en Irak. Mais aujourd'hui, ces critiques semblent avoir été oubliées au profit d'une nouvelle alliance sur fond de référendum du Kurdistan irakien. Le président turc a en effet entamé cette semaine une visite officielle à Téhéran, au moment où les relations irano-turques traversent une embellie à la faveur d'une convergence de vues sur plusieurs dossiers régionaux sensibles. Erdogan, dont la dernière visite remontait à janvier 2015, est arrivé en fin de matinée accompagné d'une forte délégation. Il doit rencontrer son homologue iranien, Hassan Rohani, ainsi que le guide suprême de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei. Des réunions consacrées à la coopération économique, commerciale et stratégique entre l'Iran et la Turquie sont également prévues, notamment en vue d'atteindre l'objectif commun d'un triplement des échanges commerciaux, à 30 milliards de dollars, en 2018. La République islamique a saisi cette occasion pour rappeler l'opposition commune de la Turquie et de l'Iran au référendum d'autodétermination tenu le 25 septembre au Kurdistan irakien, qui s'est traduit par une victoire écrasante du «oui». «La coopération de l'Iran, de la Turquie et de l'Irak peut créer la stabilité et la sécurité dans la région et contrer les actions sécessionnistes», a estimé le ministre iranien de la Défense, le général Amir Hatami. Sur la question irakienne et sur le conflit syrien, la Turquie et l'Iran, qui comptent tous deux une forte minorité kurde, répètent depuis des semaines leur opposition à tout éclatement de l'Irak et la Syrie et à toute modification des frontières. Les deux pays voisins ont multiplié les menaces de représailles envers les autorités du Kurdistan irakien. Mais si les deux nations ont des points communs, les points sensibles qui les opposent existent toujours. Ainsi, deux jours avant sa visite, Erdogan avait accusé l'Iran de chercher à «dominer la région» et l'avait appelé à «retirer toutes ses forces du Yémen, de la Syrie et de l'Irak», suscitant un tollé à Téhéran où des journaux et députés conservateurs avaient demandé en vain l'annulation de sa venue. Sur le conflit yéménite, l'Iran soutient politiquement les rebelles chiites houthis, contre lesquels se bat une coalition menée par l'Arabie saoudite. En Syrie, Ankara est engagée aux côtés de rebelles opposés au président Bachar al-Assad, soutenu militairement par Téhéran. Reste à savoir si la visite d'Erdogan se soldera par un début d'apaisement durable entre les deux pays ou si malgré leurs intérêts communs, les désaccords prendront l'ascendant dans leur relation houleuse.

F. M.

Las Vegas

Le FBI entend la petite amie du tueur

La petite amie du tueur de Las Vegas Stephen Paddock, de retour hier aux États-Unis, était entendue par le FBI pour tenter d'éclaircir le mobile du carnage qui a fait 58 morts et plus de 500 blessés, la fusillade la plus meurtrière de l'histoire des États-Unis. Dans une Amérique en deuil, émue par les portraits de victimes que les médias commentaient à diffuser, le président Donald Trump était attendu hier à Las Vegas pour y rencontrer des blessés ainsi que les forces de l'ordre. Il a qualifié le tueur de «malade» et de «dément». «Nous allons voir des gens convalescents, certains des survivants. C'est vraiment horrible rien que d'y penser, vraiment horrible», a dit M. Trump mardi soir. La petite amie du tueur, Marilou Danley, 62 ans, dont l'avion en provenance des Philippines s'est posé à Los Angeles mardi soir, est considérée par le FBI comme un «témoin d'intérêt pour l'enquête» et demeure libre d'aller et venir, ont souligné les médias américains.

Elle se retourne aux Philippines lorsque Stephen Paddock a ouvert le feu dimanche soir à Las Vegas depuis une chambre d'hôtel dont il avait brisé les vitres sur une foule assistant à un concert en contrebas, puis s'est suicidé avant l'arrivée des policiers. Les autorités philippines enquêtent sur un virement de 100 000 dollars qu'elle y aurait reçu de la part du tueur. Selon la chaîne américaine NBC News citant des sources policières, il a viré cette somme sur un compte aux Philippines la semaine précédant son crime. Selon Canberra, M^{me} Danley est une ressortissante australienne qui a émigré aux États-Unis il y a 20 ans pour travailler dans les casinos. «Il y a des informations selon lesquelles ses papiers d'identité ont servi à réserver l'hôtel ou des détails comme ça», a déclaré mardi la ministre australienne des Affaires étrangères Julie Bishop. Le mystère pèse toujours sur le mobile de Stephen Paddock, comptable retraité de 64 ans habitué des

tables de jeux et vivant dans une petite ville tranquille du Nevada.

Interrogé dans la soirée mardi sur un hypothétique lien entre le tueur et le groupe jihadiste État islamique (EI) qui a revendiqué l'attaque, Donald Trump a répondu: «Je n'en ai aucune idée». Les autorités américaines n'ont pour l'heure fait état d'aucun lien entre Stephen Paddock et l'EI.

«Nous n'avons encore écarté aucune piste dans cette enquête», a déclaré dans la soirée le sheriff adjoint de Las Vegas, Kevin McMahon. Le bilan de 59 morts donné précédemment par la police incluait le tueur. Une chose est certaine: l'attaque était «évidemment préméditée». «Je suis sûr qu'il avait anticipé tout ce qu'il a fait», a dit le sheriff de Las Vegas Joseph Lombardo. Au total, selon la police, Stephen Paddock aurait tiré entre neuf et onze minutes sur les 22 000 spectateurs du festival en plein air Route 91 Harvest, depuis le 32^e étage du Mandalay Bay.



Galerie Seen Art à Alger

Hasna Khadir expose ses premières œuvres

■ L'artiste peintre Hasna Khadir partage ses œuvres artistiques pour la première fois avec le grand public. C'est dans le cadre d'une exposition organisée à la galerie Seen Art, à Alger, que l'artiste a décidé de nous faire découvrir son talent et son art.

Par Abla Selles

L'artiste peintre Hasna Khadir, autodidacte passionnée par le collage sur tissu, expose à la galerie Seen Art, à Alger, une trentaine de peintures inédites dans lesquelles elle évoque son vécu et la condition de la femme.

Intitulée «Ecllosion», cette première exposition de Hasna Khadir livre au visiteur une partie de son vécu et son enfance, omniprésente dans ses œuvres réalisées à l'acrylique sur toile, notamment dans «Composition» et «Rêverie».

De formats moyens et grands, les œuvres de Hasna convoquent l'enfance et font rejaillir des souvenirs de famille, représentés à travers des images abstraites aux traits foncés et tons chauds.

Le recours aux couleurs claires et chatoyantes, comme le jaune et le rose, suggère le resenti de cette artiste dont «l'épanouissement féminin occupe une

place prépondérante dans ses œuvres», a expliqué la commissaire de l'exposition, M^{me} Tchikou Randa.

Dans d'autres toiles, Hasna Khadir opte pour le «patchwork» ou le collage sur tissu, autre technique basée sur la récupération et la composition de matériaux divers (tapis, tissus etc.) pour reconstituer une histoire et un souvenir d'enfance comme illustré dans quatre de ses tableaux grand format représentant des femmes aux états d'âme différents.

Le visiteur peut voir également cette peinture sur acrylique d'une tasse verte, légèrement inclinée, qui a pour titre «Je ne veux pas de réalisme, je veux de la magie».

Native de Tlemcen en 1968, Hasna Khadir s'intéresse à la couture et au collage sur tissu avant que l'artiste peintre Karim Sergoua révèle son talent de peintre et l'encourage dans la



Ph. > D. R.

voie du 3^e art, confie la commissaire de l'exposition. Il est à noter

que l'exposition est visible jusqu'au 22 octobre prochain à la

galerie Seen Art à Dély-Brahim. A. S.

Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda)

La manifestation lancée depuis le Palais de la culture

Le 10^e Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda) s'est ouvert mardi au Palais de la culture, à Alger, avec la participation de créateurs de 17 pays dont la France, invitée d'honneur de l'édition 2017. Placée sous le signe «Dix ans déjà et ça continue !», cette édition verra, outre les expositions de BD, des activités et des rencontres entre bédésistes algériens et étrangers qui se tiendront à l'Esplanade Riadh El-Feth et au Palais de la culture Moufdi-Zakaria. Présent à la cérémonie d'inauguration, le ministre de la Culture, Azeddine Mihoubi, a fait le tour des stands des participants dont la France représentée par des bédésistes de renom à l'image de Frank Margerin, Lax, Jacques

Ferrandze et Francis Groux, fondateur du Festival de la bande dessinée d'Angoulême, première manifestation dédiée à l'art des bulles en France. Ssaluant la tenue du Fibda qui, dit-il, s'impose d'année en année comme un événement incontournable sur la scène culturelle en Algérie, le ministre a indiqué que le choix du Palais de la culture, en plus de l'Esplanade Riadh El Feth pour accueillir cet événement, obéissait au souci de toucher un large public de la BD, un art «très ancré» en Algérie. Interrogé sur les restrictions budgétaires qui ont touché des festivals, dont le Fibda, il a rassuré que ce dernier «continuera à exister malgré les restrictions financières». Pour sa part, l'ambassadeur de France en Algérie, Xavier Driencourt, a

déclaré que cette édition qui met à l'honneur son pays était «une belle illustration» des relations entre les deux pays et entre bédésistes algériens et français, estimant que l'Algérie était un pays pionnier dans le 9^e art à l'échelle de l'Afrique. Des maisons d'édition algériennes à l'instar de Dz-Link, spécialisée dans le manga et organisateur de cosplay, un concours de déguisement, et Dalimen participent à cette édition qui marque les dix ans d'existence du Fibda. Des rencontres et des tables rondes sur le 9^e art sont au programme de ce rendez-vous de la BD, en plus des expositions d'œuvres de bédésistes algériens aux côtés d'auteurs canadiens, belges, marocains et tunisiens, entre autres. Des ateliers d'initiation et

de formation au manga et à la bande dessinée au profit d'enfants en plus du concours de cosplay, principale attraction de ce festival pour cette catégorie d'âge, sont également prévus. Le 10^e Fibda qui se poursuit jusqu'au 7 octobre à l'Esplanade de l'Office Riadh El Feth et au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, sera marqué par la publication d'un carnet de croquis du bédésiste algérien l'Andalou et le français Joel Alessandra célébrant les 10 années du Fibda. M. K.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Vivarium (2, rue de Savoie, Hydra, Alger)

Jusqu'au 20 octobre : Exposition de photographies «Les êtres de lumière», de Chafia Loudjici.

Galerie d'arts du Sofitel Algiers Hamma Garden (El Hamma, Alger)

Jusqu'au 31 octobre : Exposition «Identité» de l'artiste peintre Dounia Hedid.

Galerie Aicha-Haddad (84n, rue Didouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 8 octobre : Exposition collective sous le thème «Arc en toiles», avec les artistes Ouiza Achab, Fatiha Ladjadj, Lila Faci, Abdelkader Mekdem.

Institut culturel italien d'Alger

Jusqu'au 9 octobre : L'institut culturel italien organise des projections de films chaque lundi à Alger et ce, suite à la tenue de la 74^e Mostra de Venise.

«Défi de lecture» à Oran

Une forte participation enregistrée

Une centaine de lecteurs prennent part au défi lancé par le groupe «Ness El Kheir» d'Oran en juillet dernier sous le slogan «l'Oranais bouquine», à savoir lire au moins 50 livres en une année.

Cette initiative partant de la valeur de la lecture et de son rôle dans le progrès des sociétés intervient dans le souci de développer l'amour de la lecture chez les jeunes générations à Oran, a souligné Sofiane, membre de ce groupe. «Nous nous attendons à au moins 500 participants, sauf que la participation est en deçà des prévisions, ce qui renforce notre conviction que beaucoup de travail reste à faire», a-t-on

affirmé. Le concours revêt un caractère de défi pour les lecteurs participants, selon le même orateur, qui a noté que cette initiative renforce l'esprit de culture et promeut le livre à l'ère des technologies nouvelles.

Sur le plan organisationnel, chaque participant doit lire au moins quatre livres par mois, les résumer et soumettre à une commission spécialisée composée d'universitaires pour certification. Le concurrent a la liberté de choisir les livres et la langue.

L'association met à la disposition des lecteurs participants à ce défi, deux bibliothèques, l'une en papier au niveau de son siège dotée de 400 livres et l'autre

électronique proposant des centaines de titres.

Les lauréats de ce concours auront l'occasion de concrétiser un projet sociétal avec le concours de l'association «Ness El Kheir» d'Oran qui les aide dans toutes leurs démarches.

Les premières qualifications se tiendront en janvier prochain, soit six mois après le lancement du concours, et les participants ayant réussi à lire la moitié des livres convenus, soit 25 livres, seront retenus. Une séance de formation sur les techniques de résumé est prévue le 5 octobre en cours à leur profit, a-t-on annoncé.

F. H.

Journées cinématographiques de Carthage

Le cinéma algérien à l'honneur

DOUZE FILMS algériens, entre classiques et modernes, seront projetés dans le cadre de la programmation spéciale (hors compétition) proposée par les organisateurs de la 28^e édition des Journées cinématographiques de Carthage (JCC) qui mettra cette année à l'honneur le cinéma algérien.

«Crépuscule des ombres», dernier long métrage de Mohammed Lakhdar Hamina, sera le premier film projeté dans le cadre de cette programmation qui se déroulera durant la tenue du festival (du 4 au 11 novembre prochain). Sorti en 2014, le dernier film de Lakhdar Hamina traite une partie de l'histoire de la révolution algérienne, les horreurs des crimes collectifs et les tortures corporelles et psychologiques infligées aux prisonniers.

Outre le cycle de projections, l'Algérie sera à l'honneur à travers d'autres arts dont le concert musical consacré à la musique de films qui sera donné par l'Orchestre symphonique algérien avec la participation du musicien tunisien Amine Bouhafa. Le ministre de la Culture, Azeddine Mihoubi, avait reçu le directeur de la 28^e édition des JCC, Nejib Ayed, le 24 septembre dernier qui lui avait fait part de la volonté du festival de choisir l'Algérie comme invité d'honneur de la 28^e édition dans le cadre d'une programmation spéciale.

R. C.



Coup-franc direct

Les maladrresses se suivent

Par Mahfoud M.

Il semble que le président de la FAF, mais également le BF, a du mal à gérer la crise actuelle dans laquelle se trouve le football national, générée par la disqualification de la sélection nationale du Mondial russe, même si cela était prévisible lors des premières journées avec les deux contre-performances respectivement face au Cameroun et le Nigeria. Les deux défaites face à la Zambie n'ont fait que confirmer la cassure au niveau de l'EN et surtout la tension qui existe maintenant entre, d'un côté, le public et les joueurs, et de l'autre entre les joueurs et les dirigeants de la FAF qui se sentent trahis par ces éléments à qui on avait tout offert pour les mettre dans les meilleures conditions possibles afin qu'ils réussissent un meilleur parcours dans les éliminatoires du Mondial. Désormais, la confiance n'est plus de mise entre les deux parties et la FAF est allée même jusqu'à soupçonner des simulations de blessure et de maladie comme cela s'est passé avec l'affaire de Ghoulam qui a déclaré être malade mais que les dirigeants ne croient pas surtout qu'ils savent qu'il n'était pas satisfait des critiques qui lui ont été faites. Toutefois, ce n'est pas de cette manière que l'on procède avec un joueur qui s'est donné à fond mais qui maintenant passe par une situation difficile. Il faut dire qu'à la fédération les maladrresses se suivent et les dirigeants n'arrivent pas à trouver la formule adéquate pour apaiser la tension.

M. M.

Carl Medjani

«Je préfère me retirer pour laisser ma place aux jeunes»

LE DEFENSEUR algérien Carl Medjani, qui a mis récemment un terme à sa carrière internationale, a estimé que l'équipe nationale allait repartir de l'avant dans les prochaines années et se relèverait de son échec aux éliminatoires de la Coupe du Monde 2018 de football. «Je crois que si l'on arrive à se soigner de nos blessures, l'Algérie vivra sans aucun doute de nouveaux grands moments de football. Il faut juste se dire les choses. J'en suis certain, dans deux ou trois années, elle repartira de l'avant et ce sera génial. C'est tout ce que je souhaite», a indiqué Medjani dans un entretien avec RFI. Le joueur aux 56 sélections et 3 buts avec les Verts a décidé de prendre sa retraite internationale après sept années au service de l'équipe, ponctuées par deux Coupes du Monde en 2010 en Afrique du Sud et 2014 au Brésil. «Au lieu de penser à demain, j'ai pensé à ce qui pourrait se faire à long terme. J'aurais voulu arrêter sur une dernière qualification en Coupe du Monde et d'éventuellement jouer mon troisième Mondial après l'Afrique du Sud et le Brésil. Comme nous avons été éliminés, je préfère me retirer maintenant pour laisser à la nouvelle génération qui va arriver le temps de travailler et de se forger. J'aurais pu aller jusqu'à la CAN-2019, mais je sais que la nouvelle direction pense à rejuvenir l'effectif et je ne voulais pas m'accrocher», a-t-il dit. Au cours de sa carrière internationale avec les Verts, la nouvelle recrue de Sivasspor (Super Lig turque) a connu plusieurs entraîneurs mais c'est le coach bosnien Halilhodzic qui gardera une place privilégiée dans son cœur. «Je ne remercierais jamais assez Vahid Halilhodzic pour tout ce qu'il m'a apporté au sein de l'équipe nationale. J'ai vécu des moments exceptionnels avec lui et son staff. C'est quelqu'un que

je porte haut dans mon cœur et que j'estime. Je suis heureux pour lui, car il a qualifié le Japon et il va pouvoir vivre un nouveau Mondial», a-t-il souligné. L'ancien défenseur de l'AS Monaco a également beaucoup d'estime pour le technicien français Christian Gourcuff qui avait succédé à «coach Vahid» après le Mondial brésilien. «(...) Je pense que c'était le meilleur choix à l'époque. L'aventure, si elle avait perduré, aurait certainement été productive. Il n'a pas voulu poursuivre après la CAN-2015 et c'est arrivé au plus mauvais moment. Les matchs avec lui ont été de qualité et il était très apprécié par le groupe. Nous avons été tristes de ne pas continuer», a-t-il dit. En revanche, Medjani n'a pas été tendre avec le sélectionneur belge Georges Leekens qui l'a écarté de la CAN-2017 au Gabon : «En ce qui concerne Georges Leekens, j'ai trouvé que ses explications n'avaient ni queue ni tête au moment où il m'annonce que je ne venais pas au Gabon pour la CAN-2017. Il a beaucoup parlé, promis une grande CAN et ensuite prétendu qu'il n'avait pas eu assez de temps pour travailler. Je crois qu'il n'a été franc avec personne». Interrogé sur ses plus beaux souvenirs avec les Verts, il cite entre autres la qualification au Mondial-2014 face au Burkina Faso et surtout le match contre la Russie (1-1) qui a permis à l'Algérie de passer en 8^e de finale. «Je n'oublierai pas la qualification à Blida pour le Mondial-2014 face au Burkina Faso. Et puis il y a ce match face à la Russie au Brésil et ces trois coups de sifflet finaux qui nous font comprendre que l'on entre dans l'histoire du football algérien avec cette qualification pour les huitièmes de finale. C'était tellement fort».

Ligue I Mobilis

Rien ne va plus pour l'USMA et le MCA

Il semblerait que les choses se compliquent davantage pour les deux clubs phares de la capitale, l'USM Alger et le Mouloudia d'Alger qui traversent une crise depuis quelque temps.



Les Usmistes souffrent

Par Mahfoud M.

Ainsi, les deux formations ont raté le coach lors de leurs rencontres comptant pour la mise à jour du championnat de Ligue I Mobilis. En effet, l'USMA a été battue par l'USM Bel-Abbès, alors que le MCA a été tenu en échec à domicile au stade Hamadi par l'O Médéa. Invitée à se refaire une santé et à se mettre en confiance avant la manche retour des demi-finales de la Ligue des champions d'Afrique, l'équipe de Soustara a été battue à Sidu Bel-Abbès par la formation locale qui était plus entreprenante et qui a su comment trouver la faille dans la

défense algéroise. La bande à Put ne rassure plus et cela inquiète ses fans qui ne s'attendaient pas à voir leur team dans cette situation, sachant que la direction a mis les moyens qu'il faut pour bâtir une équipe capable de réussir à jouer les premiers rôles et pourquoi pas remporter le titre. Il faut dire que la tension est à son paroxysme dans le club, surtout après les dernières déclarations du coach qui a incriminé les joueurs en affirmant que ce sont eux les responsables de cet échec. De son côté, le Mouloudia n'a pas fait mieux qu'un nul face à une équipe qui était pourtant à sa portée, à savoir l'O Médéa, et qui s'est fait surprendre à domicile la

semaine passée par l'US Biskra. Les joueurs du Doyen avaient pourtant tout essayé mais ont buté face à une solide défense de l'équipe du Titteri. Le driver des Vert et Rouge, Bernard Casoni, a affirmé que son équipe s'est donnée à fond mais que l'adversaire avait verrouillé derrière ce qui avait compliqué la situation de son groupe qui est maintenant dans une situation difficile. Il est clair que cette situation n'arrange pas les affaires de ces deux clubs qui sont dans l'obligation de se réveiller lors des prochaines journées, sous peine de se retrouver loin des objectifs qu'ils s'étaient fixés.

M. M.

Equipe nationale

Bennacer appelé en renfort

Le milieu de terrain international algérien d'Empoli (Italie), Ismaël Bennacer, a été appelé à la rescousse par le sélectionneur national Lucas Alcaraz pour combler les absences enregistrées aux sein des Verts, à la veille de leur déplacement à Yaoundé, pour défilier le Cameroun dans le cadre de la 5^e et avant-dernière journée des éliminatoires de la Coupe du Monde 2018, a annoncé mardi la Fédération algérienne de football (FAF). «Vu les absences enregistrées dans le stage de préparation de la sélection nationale pour le match contre le

Cameroun, le sélectionneur national Lucas Alcaraz a décidé d'appeler en renfort l'international algérien Ismaël Bennacer», a indiqué la FAF dans un communiqué, précisant que le milieu offensif d'Empoli «arrivera mardi à Alger». Le défenseur Faouzi Ghoulam (SS Naples) et le meneur de jeu Yacine Brahimi (FC Porto) comptent parmi les absents pour ce match de prestige contre les Lions Indomptables. Le match Cameroun - Algérie est prévu samedi prochain (17h00) au Stade Ahmadou-Ahidjo de Yaoundé. Il sera officé par l'ar-

bitre tunisien Youssef Sraïri, qui sera assisté de ses compatriotes Mohsen Bensalem et Yamen Melloulchi. Un match sans grand enjeu, puisque les deux nations sont déjà éliminées de la course au mondial 2018. L'Algérie est lanterne rouge, avec un seul point en quatre matchs, précédée du Cameroun, qui pointe à la troisième place du groupe, avec trois points. Le ticket unique pour la Russie se jouera donc entre le Nigeria (10 pts) et la Zambie (7 pts).

Fédération algérienne des luttes associées

Près de 200 entraîneurs en stage à Alger

Quelque 200 entraîneurs de différents degrés effectueront à partir d'aujourd'hui un stage de perfectionnement au Centre de regroupement et de préparation des équipes nationales de Souïdania (Alger), a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA). Ce stage de deux jours sera dirigé par deux experts étrangers, en l'occurrence le Roumain Dimitri Ruccu, également sélectionneur de

l'équipe nationale masculine (seniors) et l'Ukrainien Vonodymir Hrybkov. «Ce stage portera sur les aspects théoriques et pratiques des entraînements de haut niveau. Au chapitre théorique de ce stage, figurent divers sujets, comme l'organisation de l'entraînement, la préparation physique intégrée du lutteur ainsi que les aspects psychologiques», a précisé le directeur technique national (DTN) de la FALA, Arezki Aït-

Hocine. Au terme des deux jours de ce recyclage, des attestations et diplômes seront remis aux entraîneurs par le président de la Fédération algérienne des luttes associées, Rabah Chebah, et les représentants de la Direction des équipes nationales (DEN). Ce regroupement entre dans le cadre de l'application du programme arrêté par la FALA pour la saison 2017-2018 en faveur des entraîneurs.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Durant la saison estivale à Béjaïa

Plus de 1 200 retraits de permis enregistrés

LA SAISON estivale n'a pas été de tout repos pour les services de sécurité de Béjaïa. En témoigne le bilan d'activités établi par la cellule de communication de la sûreté de wilaya pour la période allant du 1^{er} juin au 31 août. Ainsi, les services de police ont eu à traiter 825 affaires ayant impliqué 309 personnes, dont 39 ont été placées sous mandat de dépôt, indique la même source. Dans le chapitre de la sécurité routière, la police de Béjaïa a contrôlé pas moins de 23 949 personnes et procédé au retrait de 1 219 permis de conduire, durant la même période. Elle a également noté 3 997 délits de circulation, 408 contraventions établies et 211 véhicules mis en fourrière. Concernant les accidents de la route, le bilan fait état de 07 personnes ayant perdu la vie et 99 blessées dans 81 accidents recensés. Quatre personnes parmi les victimes ont trouvé la

mort lors du renversement d'un camion à Kherrata, a-t-on précisé. Pour sa part, la police de l'urbanisme et de l'environnement a eu à établir 73 dossiers à l'encontre de personnes exerçant dans le commerce informel et 20 autres liés à l'hygiène et la santé publique. Selon le bilan qui nous a été communiqué, la police a établi 123 mises en demeure pour constructions illicites et procédé à la démolition de deux constructions. Dans les 28 sorties effectuées sur le terrain, la Pupe a aussi saisi 512 kilos de poissons impropres à la consommation et plus de 94 kg de viande avariée. Aussi, 2 925 bouteilles de boissons alcoolisées, 41 parasols, 141 kg de fruits et 2 balances électroniques ont été également saisis. Durant la saison estivale, les services des moyens techniques ont reçu pas moins de 1 919 appels sur le numéro 17 et 1 977 sur le 15-48, a-t-on encore indiqué. H.C.

Boumerdès

Une casemate pour terroristes détruite

UNE CASEMATE pour terroristes contenant divers objets a été détruite mardi à Boumerdès, par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte anti-terroriste et lors d'une opération de recherche et de ratissage, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 03 octobre 2017 à Boumerdès, une casemate pour terroristes contenant divers

objets», a précisé la même source. Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, «des détachements de l'ANP ont intercepté à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar, 04 contrebandiers et saisi un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, un camion, un véhicule tout-terrain, 8 000 litres de carburant, six groupes électrogènes et six marteaux piqueurs», ajoute le communiqué du MDN. H. Y.

Accidents de la circulation

31 morts et plus de 1 300 blessés en une semaine

TRENTE et une personnes ont trouvé la mort et 1 326 ont été blessées dans 1 137 accidents de la circulation survenus du 24 au 30 septembre dans plusieurs wilayas du pays, indique mercredi un bilan hebdomadaire des services de la Protection civile. La wilaya de Relizane déplore le bilan le plus lourd avec le décès de 5 personnes,

alors que 26 autres ont été blessées suite à 21 accidents de la route. En outre, et durant la même période, les secours de la Protection civile ont effectué 3 549 opérations d'assistance à personne en danger et opérations diverses, alors que 10 243 malades ont été évacués vers des structures sanitaires. L. M.

Impliquées dans des affaires criminelles

Plus de 1 000 personnes arrêtées à Alger

LES SERVICES de la Police judiciaire d'Alger ont arrêté, dans la période allant du 26 septembre au 3 octobre, plus de 1 000 personnes impliquées dans des affaires de trafic de stupéfiants et de port d'armes blanches prohibées, a indiqué mercredi un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de la wilaya.

Durant la période allant du 26 septembre au 3 octobre, les services de sécurité ont traité 769 affaires de trafic de stupéfiants et 243 affaires de port d'armes blanches prohibées qui ont donné

lieu à l'arrestation de 1 057 suspects et à la saisie de 917,19 g de résine de cannabis, de 03 g d'héroïne, 1,86 g de cocaïne, 122 joints, 2 496 comprimés psychotropes, 500 unités de boissons alcoolisées et 254 armes blanches prohibées. Dans le cadre de la lutte contre les parkings sauvages à travers les rues et quartiers d'Alger, les services de sécurité ont recensé durant la même période un total de 20 parkings sauvages et procédé à l'arrestation de 20 contrevenants. B. O.

LE DINAR ALGÉRIEN PERD SA VALEUR



Loumis

Djalou@hotmail.com

Lucas Alcaraz (entraîneur national)

«Nous allons renouer avec la victoire face au Cameroun»

■ Paraissant quelque peu gêné après les derniers bouleversements au sein de la sélection, le sélectionneur national, Lucas Alcaraz, ne s'est pas empêché quand même de montrer son enthousiasme pour le futur proche des Verts, et ce, dans la conférence de presse qu'il a tenue hier au centre des équipes nationales de Sidi Moussa.

Par Mahfoud M.

Il a ainsi indiqué que son équipe jouerait pour gagner contre le Cameroun samedi à Yaoundé pour le compte de la cinquième et avant-dernière journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2018.

«Au-delà du classement FIFA, je voudrais remporter cette rencontre. Nous allons à Yaoundé pour gagner. Nous allons tout faire pour renouer avec la victoire et redonner de la joie au public même si l'équipe est éliminée», a révélé Alcaraz. Il faut savoir que la rencontre entre le Cameroun et l'Algérie est sans enjeu puisque les deux sélections sont d'ores et déjà éliminées de la course à la Coupe du monde de la Russie 2018. L'Algérie, qui reste sur un double échec face à la Zambie (3-1-0), est lanterne rouge du groupe B avec un seul point, devancée par le Cameroun (3 pts). La qualification dans ce groupe se jouera entre le Nigeria (10 pts) et la Zambie (7 pts), lesquels s'affrontent samedi à Uyo. Interrogé sur la mise à l'écart du trio Bentaleb, Slimani et Mahrez, non-retenus pour le match de samedi, le technicien espagnol a estimé que leur absence n'aura pas d'incidence sur le rendement de

l'équipe comme pour dire que nul n'est désormais indispensable dans la maison Algérie, surtout que même leur présence antérieure n'a pas empêché les Verts de se faire éliminer de la course au Mondial russe.

«Nous travaillons dans d'excellentes conditions et l'ambiance dans le groupe est très bonne. J'ai déjà travaillé avec la majorité des joueurs à l'exception du défenseur de l'USM Alger, Farouk Chafai», a-t-il affirmé. La sélection algérienne se rendra jeudi à Yaoundé à bord d'un vol spécial pour affronter son homologue des «Lions Indomptables» du Cameroun. Quant à la demande sur son avenir à la tête des Verts,

d'autant que plusieurs l'annoncent sur le départ à l'issue du match de la dernière journée des qualifications du Mondial face au Nigeria en novembre prochain, l'ancien coach de Grenade n'a tout simplement pas soufflé mot à ce sujet, refusant de commenter les derniers événements qui ont eu une incidence directe sur son avenir puisque le BF de la FAF lui a octroyé un sursis de deux matchs et qu'il devrait prendre une décision pour son maintien ou son limogeage après le dernier match des éliminatoires du Mondial face au Nigeria. M. M.

Drogue

Près de 150 kilos de kif saisis à l'extrême ouest du pays

LES SERVICES de la Gendarmerie nationale ont saisi, mardi soir, une quantité de 149,5 kilos de kif traité dans la wilaya frontalière de Nâama, a-t-on appris mercredi à Oran, de ce corps de sécurité. Agissant sur renseignements, les éléments de la brigade de la Gendarmerie nationale de Nâama ont récupéré six colis contenant cette drogue, dissimulés à hauteur de la décharge publique située sur le chemin reliant Mechria à la commune de Tousmoulina. A Oran, agissant sur renseignements et en vertu d'un mandat de perquisition, les gendarmes de la brigade d'Arzew ont interpellé un individu, âgé de 36 ans, et saisi dans son domicile situé dans la même localité, 92 comprimés de psychotropes. Une enquête est également ouverte autour de cette affaire. O. N.